



DECLARATION FNEC FP FO FORMATION SPECIALISEE 13 MARS

Nous sommes dans un contexte international marqué par les conflits et la marche à la guerre dont le gouvernement français se sert pour développer une politique « austéritaire » au nom de l'économie de guerre.

Alors qu'un cessez-le-feu est signé depuis le 19 février, le massacre du peuple palestinien se poursuit avec l'assentiment des États-Unis dont le président, plus intéressé par les investissements immobiliers que par le droit des peuples, propose de transformer la bande de Gaza en Riviera.

La guerre Ukraine/Russie saccage la jeunesse et les citoyens, avec un million de victimes tuées ou blessées. Désormais, le président Trump ordonne aux pays européens d'assumer l'intégralité des coûts de cette guerre, d'augmenter les dépenses militaires à hauteur de 5 % du PIB. La réponse du gouvernement français ne s'est pas fait attendre : il entend sacrifier les services publics et appelle partis et syndicats à lui donner un blanc-seing au nom de l'union nationale.

Nous ne l'acceptons pas, comme indiqué dans le communiqué du 6 mars de notre confédération, je cite : « *FO veut rappeler son attachement indéfectible à la paix et à l'expression « Pour le pain, la paix, la liberté » qui rappelle l'engagement historique de FO, incarné dès ses origines par son fondateur Léon Jouhaux, prix Nobel de la paix en 1951.*

(...) FO ne veut participer ni à l'instrumentalisation, ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans une économie de guerre, synonyme de renoncement et d'abandon des revendications des travailleurs.

FO dénonce les postures va-t'en guerre et toute escalade guerrière, d'où qu'elles viennent, et continue d'appeler à une résolution pacifique de tous les conflits dans le respect du droit international avec un engagement des autorités françaises en ce sens. »

Si l'annonce d'un cessez-le-feu provisoire préfigure un répit pour les populations et les travailleurs touchés par le conflit, la fragilité de celui-ci, à l'image du cessez-le-feu au moyen orient, ne laisse pas entrevoir clairement un terme au conflit.

Alors que les principales entreprises d'armement ont vu leur cote exploser depuis le début de l'année suite aux déclarations du président Trump, les peuples devraient accepter le renoncement des « dépenses sociales » (retraites, Sécurité sociale, services publics). En France 50 milliards d'euros ont été alloués au budget de la Défense, en augmentation de 3 milliards cette année. 32 milliards d'euros ont été retirés aux hôpitaux, à l'enseignement, aux services publics et au logement. La célèbre citation de Jean Jaurès : « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.* » ne se dément pas.

Pour faire des économies sur le dos des Français « *au nom du nécessaire effort de guerre qu'il faudra fournir* », le très rejeté président Macron prend en exemple le Danemark où la Première ministre danoise voudrait reculer l'âge de départ à la retraite au-delà de 70 ans. Alors que les mobilisations contre sa réforme ont été massives et le refus ultra majoritaire, le Président, porte-

parole du capital, considère que travailler jusqu'à 64 ans ne suffit pas. Il veut aller toujours plus loin.

Pour FO c'est un double non. FO revendique toujours l'abrogation pure et simple de la réforme Macron-Borne et a quitté le « conclave » sur les retraites qui n'a d'autre objectif que d'associer les organisations syndicales à la destruction du système de retraite par répartition.

Travailler plus, plus longtemps, sans augmentation, avec un salaire amputé lorsque l'on est malade...pour enrichir le Capital. C'est la perspective offerte par ce gouvernement aux fonctionnaires. Avec toujours moins de moyens et toujours plus de projets à mener, plus de documents à remplir, plus de liens avec les acteurs éducatifs, plus d'évaluations, plus d'élèves à suivre, plus de missions, plus de culpabilisation, plus de pression des parents, de la hiérarchie...C'est insurmontable pour des agents dont les conditions de travail sont déjà intenable.

Les registres témoignent de l'épuisement des collègues. Beaucoup de ces registres font état des difficultés des collègues dans l'accueil d'élèves relevant du soin. Malgré ce constat national, le ministère confirme sa volonté de poursuivre sa politique d'inclusion systématique. Ainsi grâce au décret passé en juillet 2025, tous les ESMS seront externalisés (IME, IEM, ITEP...) dans le cadre de dispositifs intégrés aux écoles ou établissements, le ministère, ne voit pas la nécessité de créer des places en ESMS. Pour accompagner les enseignants, les personnels des ESMS seront transformés en personnels ressources au service des Pôles d'appui à la scolarité (PAS), généralisés à la rentrée 2027. Le ministère souhaite également développer les Dispositifs d'Auto-régulation (DAR) pour permettre la scolarisation quasi-totale en milieu ordinaire. Comment penser que la prise en charge et le suivi des élèves à besoin particulier d'un ESMS pourront continuer à être assurés correctement ? Comment penser que l'ensemble des moyens de fonctionnement actuellement dévolus à un ESMS, avec ses personnels spécialisés, son plateau technique, perdureront à terme avec l'externalisation ? Comment penser que cela améliorera les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels ?

Pour la FNEC FP FO nous ne pouvons traiter des conditions de travail et de leurs conséquences, parfois dramatiques, sur les collègues, sans discuter des moyens et sans prendre en compte les revendications des personnels portées par nos syndicats.

Pour une réelle amélioration des conditions de travail notre fédération revendique donc la création des postes d'enseignants, d'aesh, de personnels administratifs, médico sociaux, de direction à hauteur des besoins, la création de places en établissements spécialisés pour respecter le droit aux soins et à la scolarisation des enfants en situation de handicap, ainsi que l'abrogation des contre réformes qui mènent à la destruction de notre statut et de l'Ecole Publique.

Ce sont ces revendications que des délégations de parents, d'enseignants, d'élus, venues de toute la France, porteront au ministère samedi avec la FNEC FP-FO. Elles pourront ainsi faire état des besoins dans chaque département, école par école, établissement par établissement, lors de l'audience avec la ministre. Pour ces parents prêts à faire le voyage, il ne s'agit pas de défendre leur école mais d'aller arracher des postes pour tous les élèves, tous les enseignants et l'Ecole dans son ensemble.